



KPMG Réviseurs d'Entreprises
Avenue du Bourget 40
1130 Bruxelles
Belgique

Tél. +32 (0)2 708 43 00
Fax +32 (0)2 708 43 99
www.kpmg.be

InBev SA

Rapport du commissaire
concernant la suppression du droit
de préférence (articles 596 et 598
du Code des Sociétés)

Bruxelles, le 3 mars 2008

© 2008 KPMG Réviseurs d'Entreprises, a Belgian civil CVBA/SCRL and a member firm of the KPMG network of independent member firms affiliated with KPMG International, a Swiss cooperative. All rights reserved. [Printed in Belgium]



Contenu

1	Description de notre mission	1
2	Données financières et comptables reprises dans le rapport	1
3	Eléments de base pour le calcul du prix d'émission	2
4	Conclusion	2



1 Description de notre mission

Conformément à l'article 596 du Code des Sociétés (CS), le Conseil d'Administration de la SA InBev a établi un rapport spécial dans le cadre d'une émission de droits de souscription avec suppression du droit de préférence. L'Assemblée Générale des Actionnaires décidera quant à l'émission des droits de souscription concernés.

Le rapport spécial du Conseil d'Administration justifie le prix d'émission et donne une description des conséquences financières de l'émission pour les actionnaires existants.

Le présent rapport est établi dans le cadre du même article 596 (CS) et a comme but de fournir une attestation sur l'exactitude et l'exhaustivité des données financières et comptables reprises dans le rapport du Conseil d'Administration.

En outre la société InBev SA étant cotées en bourse, l'attribution de nouveaux droits de souscription à certains administrateurs (pour un maximum de 150.000 droits de souscription) entraîne l'obligation du respect de l'article 598 du Code des Sociétés.

Selon cet article, le prix d'exercice des droits de souscription ne peut être inférieur à la moyenne des cours de l'action InBev SA des trente jours précédant le jour du début de l'émission.

Le commissaire est tenu, selon l'article 598 du Code des Sociétés, de donner un avis détaillé sur les éléments de calcul du prix d'émission et sur sa justification.

2 Données financières et comptables reprises dans le rapport

Le prix d'émission des droits de souscription sera déterminé le 28 avril 2008 en se basant sur la moyenne des cours de clôture de l'action InBev des trente jours précédant le jour d'émission. Le prix d'exercice définitif sera communiqué aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui décidera de l'émission.

En ce qui concerne les conséquences de l'émission sur la valeur des actions existantes, l'importance de l'influence est déterminée en prenant le rapport entre les droits de souscription émis, soit 150.000 (donnant chacun droit à une action ordinaire InBev SA lors de l'exercice) et le total des actions existantes. Comme mentionné dans le rapport spécial du Conseil d'Administration, le pourcentage obtenu est minime, à savoir 0,02 % des actions existantes, de sorte qu'un éventuel effet de dilution est faible. L'effet final n'est mesurable qu'au moment de l'exercice lorsque l'écart est connu entre le cours boursier du moment de l'exercice et le prix d'exercice des droits de souscription, déterminé sur base de la moyenne des cours de clôture des trente jours précédant l'émission de ces droits de souscription.



De par le fait que l'émission est relativement minime et que l'effet de dilution qui s'en suit l'est également, la détermination de la valeur des droits de souscription attribués n'a pas eu lieu sur base de modèles d'évaluation d'options, ce qui nous paraît justifié dans les circonstances actuelles.

3 Eléments de base pour le calcul du prix d'émission

Le prix d'émission est calculé comme repris dans le point 2 sur base de la moyenne des cours de clôture de l'action des trente jours précédant la date d'émission.

La méthode de calcul du prix d'émission des droits de souscriptions attribués aux administrateurs de la société est identique à celle utilisée pour les émissions précédentes en faveur de la direction.

4 Conclusion

Conformément aux exigences stipulées dans l'article 596 du Code des Sociétés, nous confirmons l'exactitude et l'exhaustivité des données financières et comptables reprises dans le rapport spécial du Conseil d'Administration. Les conditions prescrites par l'article 598 du Code des Sociétés concernant la détermination et la justification du calcul du prix d'émission ont été respectées.

Bruxelles, le 3 mars 2008

Klynveld Peat Marwick Goerdeler Reviseurs d'Entreprises
Commissaire
représentée par

J. Briens
Reviseur d'Entreprises